Document generated on 07/12/2025 6:24 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Yves Charles ZARKA, *Figures du pouvoir. Études de philosophie politique de Machiavel à Foucault*. Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 160 p., réf.

Vincent Jacques

Volume 26, Number 2-3, 2002

Mémoires du Nord

URI: https://id.erudit.org/iderudit/007093ar
DOI: https://doi.org/10.7202/007093ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Jacques, V. (2002). Review of [Yves Charles ZARKA, *Figures du pouvoir. Études de philosophie politique de Machiavel à Foucault*. Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 160 p., réf.] *Anthropologie et Sociétés*, *26*(2-3), 314–316. https://doi.org/10.7202/007093ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

fardeau bien souvent alors qu'elle devrait être libératrice, créatrice d'avenir. Selon l'auteur, les Québécois ne souffrent nullement d'amnésie, comme on le leur reproche souvent, mais d'un trop plein de souvenirs aliénants. L'intellectuel, l'historien qui doit faire le choix de ce qui du passé doit être conservé et assumé, ou au contraire oublié, dépassé, se trouve investi par Jocelyn Létourneau d'une charge que l'on pourrait juger un peu lourde pour lui seul. Ainsi, on peut reprocher à l'auteur de faire la part belle à l'intellectuel, tant de par l'influence sur la société qu'il lui concède, que par le pouvoir de décision qu'il lui accorde et qu'il ne doit pas, selon nous, posséder seul sous peine de devenir un dictateur du souvenir. Faire sens ne signifie pas l'imposer. De plus Létourneau n'insiste pas sur la vigilance critique que doit exercer l'intellectuel face aux discours dominants (fonction qu'il assume pourtant parfaitement face aux discours tenus par ses prédécesseurs).

Mais enfin et surtout, Létourneau, même s'il ne le dit pas, nous propose de passer à un nouveau paradigme dans la manière même de penser l'identité et l'histoire québécoise. Son travail sur la mémoire et le deuil est en cela fort éclairant ; toutefois, ce qui a surtout retenu notre attention reste les concepts de tension (*Quelle histoire pour l'avenir du Canada?* p. 79-108) et d'ambivalence (Conclusion *Quoi transmettre?* p. 140-160). L'auteur nous dépeint le portrait d'un Québécois qui au lieu de s'illustrer dans une indécision morbide, au contraire, tire sa force de la dynamique conflictuelle qui a toujours existé entre les différentes communautés au sein du Canada et du Québec (et en particulier entre les francophones et anglophones) et qui, selon l'auteur, fonde l'identité québécoise même.

Ce livre propose sous une plume baroque, une déconstruction et reconstruction du discours du grand récit collectif québécois par des intellectuels québécois en nous posant la question de la neutralité du discours intellectuel, de son influence sur la perception que les Québécois ont de leur identité. Il nous offre de sortir de la mélancolie attachée au concept d'identité nationale par les concepts de tension et d'ambivalence qui nous donnent les clés d'une nouvelle interprétation de l'identité au Québec.

Laure Blein (laure.blein.1@agora.ulaval.ca)
Département de science politique
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Yves Charles Zarka, *Figures du pouvoir. Études de philosophie politique de Machiavel à Foucault*. Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 160 p., réf.

L'histoire politique moderne est l'histoire des figures du pouvoir. Une fois l'extranéité d'une norme spirituelle transcendantale disparue et la souveraineté politique répartie en une pluralité d'États, le pouvoir politique, renvoyé à lui-même, se conçoit comme jeu et équilibre de puissances. En postulant comme prémisse un pouvoir qui n'est pas essence, l'auteur se propose d'aborder dans les deux premières parties de cet ouvrage différentes figures de son actualisation moderne (la patrie, le héros, l'histoire, le droit naturel), tandis qu'est traitée dans la troisième et dernière partie la question du présent politique (nos démocraties aujourd'hui), c'est-à-dire la question de la raison d'État, la crise de l'État-

nation, la liberté et le rapport fiction-politique. Notons que les chapitres des trois parties sont des études autonomes qui ont été antérieurement publiées dans divers périodiques.

Dans la première partie, il est tout d'abord question de l'amour de la patrie chez Machiavel, comment cette valeur s'inscrit dans une politique de la contingence, comment la patrie est liée à la finalité du bien commun et de la liberté politique. L'attachement à la patrie devient donc en ce sens la condition essentielle au dépassement de l'horizon individuel pour fonder et rétablir les valeurs politiques d'une république libre. Par la suite, on voit ici comment le concept de « curiosité » chez Hobbes est à la base de la différence humaine, spécificité qui fait de lui un être anxieux, désir qui le fait être à la fois rationnel et religieux. Il s'agit pour l'auteur de démontrer le fondement anthropologique du pouvoir chez Hobbes : avant d'être constitutif de la structure de l'État, le pouvoir est désir de l'individu. Et pour achever cette partie, comment la figure du héros politique, si prégnante de Machiavel à Hobbes, sera-t-elle critiquée par Vico? Zarka nous montre qu'en couplant historiographie et politique, Vico remplace la conception anhistorique de l'héroïsme pour l'analyser comme contingence historique, c'est-à-dire comme mode d'être particulier à l'époque aristocratique. Dans la deuxième partie, il est question de la constitution de la conscience historique moderne au XVIIe et XVIIIe siècle. Cette conscience historique se développe sur deux plans : l'historiographie et l'historicité. On voit comment Bodin pose le problème de l'authenticité des sources et fait basculer dans l'histoire le monde humain, naturel et sacré. Naudé amène ensuite les premiers barèmes d'une historiographie critique en posant la question de la certitude et de l'erreur, que Bayle développera avec la corrélation entre certitude historique et certitude des faits. Face à l'histoire, se développe la réflexion sur la fondation du droit, celui-ci se basant soit sur la coutume (*Common Law*), l'écriture ou la raison naturelle. L'auteur nous montre comment le droit naturel connaîtra une crise à travers les mêmes catégories qui le légitimaient : la personne, la propriété, le contrat.

La troisième partie fait état de la triple crise de ce qu'il nomme l'ultra-modernité ; premièrement, remise en question de la souveraineté nationale de l'État-nation par des entités supranationales et par son incapacité à être maître de toutes les décisions le concernant ; deuxièmement, crise de la liberté individuelle par la perte de l'intérêt public, et, troisièmement, fin de l'utopie du travail comme seul fondement de la sociabilité et de la valeur. Le texte suivant, *Peut-on se débarrasser de la raison d'État?* montre que loin d'être un archaïsme, la raison d'État serait une rhétorique toujours d'actualité dans nos démocraties, moment où la raison de puissance se substitue à la raison de droit et de justice, moment qui selon l'auteur peut parfois être justifié mais qui représente un réel danger d'arbitrarité. Il est ensuite question du rapport entre fiction et politique. On voit comment pour Pascal la *fiction-illusion* sert à cacher l'illusion (le hasard) de l'instauration du pouvoir tandis que chez Bentham la *fiction-transparence* est à la base de l'utilitarisme social : dans le premier cas la fiction devient *manipulation*, dans le deuxième elle légitime un régime de *surveillance généralisé*. Pour finir, Zarka commente le *Cours de 1976* de Foucault et se penche sur la question du pouvoir non juridique en montrant que l'auteur, contre Hobbes, dégage une histoire du pouvoir qui permet de dévoiler une réalité masquée par le discours juridico-politique de la puissance d'État.

Comme on le constate, l'ouvrage de Zarka est bâti sur différentes thématiques qui n'ont en commun qu'un rapport quelconque avec la politique et la modernité. Le livre a donc le défaut de ses qualités ; autant la multitude de pistes et d'angles d'attaque inattendus sont

stimulants pour quiconque s'y intéresse, autant on aurait apprécié que certaines pistes soient prolongées au-delà de leur simple mise en chantier.

Vincent Jacques (vincent.jacques99@hotmail.com)
École des Hautes Études en Sciences Sociales
1 rue Palouzié
93400 Saint-Ouen
France

Arjun Appadurai (dir.), *Globalization*. Durham et Londres, Duke University Press, 2001, 344 p., index.

Le présent ouvrage traite de la globalisation, dans une perspective comparative et pluridisciplinaire. Sous la direction d'un éminent anthropologue sud-asiatique en poste, à présent, à l'université de Chicago[1], ce livre rassemble en plus de la contribution d'Appadurai lui-même celles d'Achille Mbembe, Philippe Rekacewicz, Andreas Huyssen, Jérôme Bindé, Wu Hung, Zhang Zhen, Anna Tsing, Steven Feld, Seteney Shami, Néstor García Canclini, Saskia Sassen, Leo Ching et Jean-François Bayart. Aux textes de ces auteurs provenant de disciplines diverses telles que l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la géographie et la littérature s'ajoutent les œuvres d'artistes photographes que sont Boubacar Touré Mandémory et Fatou Kandé Senghor ainsi que les écrits de membres de la société civile internationale comme Ralf D. Hotchkiss.

Par son titre, le livre d'Appadurai suscite une attente chez son lecteur, celle de voir enfin clarifiés les contours sémantiques de la « globalisation ». Écartelé entre le discours scientifique et le discours populaire, le terme de globalisation est devenu galvaudé aujourd'hui et fait fonction, dans bien des textes, d'exutoire face à la difficulté des analystes d'expliquer les dynamiques économiques et culturelles qui caractérisent notre époque. Ainsi, l'historien américain de l'Afrique Frederick Cooper ne s'y est pas vraiment trompé qui se demandait dans un récent article « À quoi est bon le concept de globalisation? » (Cooper 2001).

En raison du peu d'espace imparti qui m'empêche de rendre compte de tous les articles de ce volume, je vais me concentrer sur l'article introductif de l'ouvrage qui est signé par son directeur lui-même. L'intérêt de « Grassroots Globalization and the Research Imagination » réside avant tout dans le souci de l'auteur de rendre compte du terme qui donne son titre à l'ouvrage. Ainsi Appadurai définit la globalisation comme un processus inextricablement lié à la circulation des capitaux à une échelle mondiale, qui étend les logiques traditionnelles du dominion politique et du commerce à d'autres parties du globe. La globalisation apparaît au fond, soutient Appadurai, comme le marqueur définitif de la crise de la souveraineté de l'État-nation.

L'auteur entreprend, par ailleurs, une analyse de la globalisation qu'il présente comme un phénomène problématique, tant pour le milieu académique que pour le milieu non académique. Il énumère ainsi pour les professionnels de chaque champ disciplinaire les problèmes

---

1. Pour qui s'intéresse à l'itinéraire intellectuel de ce chercheur, voir Appadurai (2000).